

CLIMATE ACTION

INVESTIR C'EST AUSSI AGIR



SOMMAIRE

01

L'urgence climatique :

état des lieux et perspectives

[page 4](#)

02

L'Accord de Paris,

étape décisive mais encore insuffisante
de l'action climatique internationale

[page 8](#)

03

La mesure de la performance environnementale

des entreprises, la mission du CDP

[page 12](#)

04

CPR Invest - Climate Action

Investir c'est aussi agir, finançons
ensemble la transition écologique

[page 16](#)

Contributeurs :

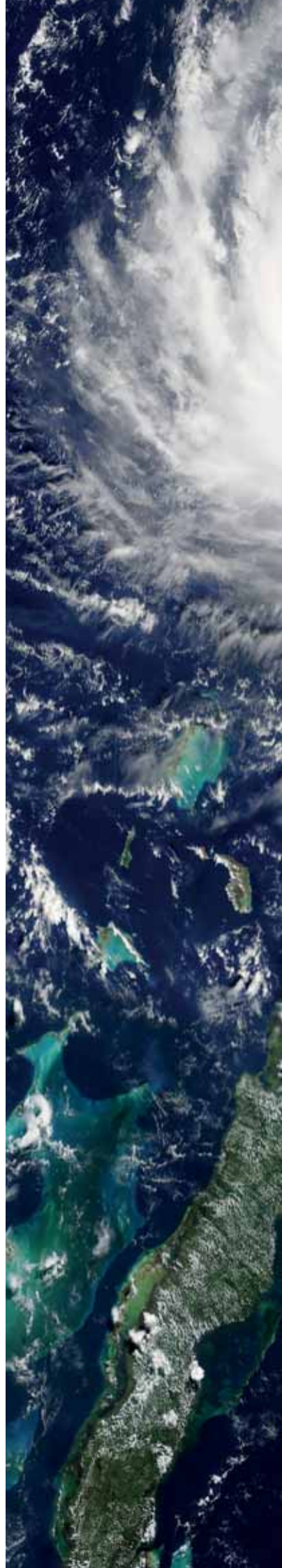
Alexandre Blein, Gérant Actions Thématiques

Catherine Crozat, Analyste Recherche Quantitative

Fanny Cutard, Responsable Marketing Retail

Tegwen Le Berthe, Spécialiste Produits Actions, Responsable du Développement ESG

Pauline Marteau, Chargée de Marketing





AVANT-PROPOS

Nous ne pouvons plus nier aujourd'hui les impacts liés au changement climatique ; ils font notre actualité quotidiennement. Les initiatives des ONG, les démarches citoyennes et la coopération internationale ont ouvert la voie à une prise de conscience collective où chacun a un rôle à jouer à sa mesure.

Les investisseurs et sociétés de gestion, nous tous, avons un rôle clé dans le financement de la transition vers une économie bas carbone. Au travers de nos investissements, nous sommes exposés financièrement aux risques climatiques qui pèsent sur les entreprises. Pour transformer ces risques en opportunités, la transparence des entreprises en matière environnementale est déterminante.

C'est la mission que s'est donnée le CDP - organisation non gouvernementale pionnière dans la publication des données carbone des entreprises - afin d'identifier les entreprises les plus avancées en termes de performances environnementales.

Avec le lancement du fonds Climate Action, CPR AM poursuit son engagement en faveur des enjeux Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG). En s'appuyant sur l'expertise du CDP au travers d'un partenariat exclusif, Climate Action se positionne comme une solution unique et innovante dans la gestion du risque climatique pour la planète et pour les investissements de nos clients.

Valérie Baudson,
Directeur Général

L'urgence climatique :

état des lieux et perspectives

L'actuel changement climatique est exceptionnel. Son origine principalement humaine fait consensus au sein de la communauté scientifique internationale et la vitesse du réchauffement reste jusqu'alors inobservée dans l'histoire climatique.

L'annulation pure et simple des changements initiés semble déjà hors d'atteinte ; l'enjeu du défi environnemental contemporain est donc de les atténuer, et ce par une politique de réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre, en vue de maintenir un climat, certes réchauffé, mais vivable sans conséquence préjudiciable supplémentaire pour la biodiversité et la vie humaine.

Le réchauffement climatique est indiscutable

Certaines observations suffisent pour s'en convaincre. En ce qui concerne la température moyenne de surface, elle a augmenté d'environ 1,1°C entre l'ère préindustrielle et 2018. L'essentiel du réchauffement a eu lieu au cours des trois dernières décennies. La NASA indique que 16 des 17 années les plus chaudes ont été enregistrées depuis 2001.

Ce sont les océans qui ont absorbé la majorité du réchauffement. En témoigne le fait que les 75 premiers mètres de profondeur se sont réchauffés de 0,11°C en moyenne par décennie entre 1971 et 2010. L'élévation du niveau de la mer, estimée à 19 cm entre 1901 et 2010, résulte quant à elle de la fonte des glaces. On estime à 400 milliards de tonnes environ le retrait total des glaciers chaque année depuis 1994. La masse des nappes glaciaires a également diminué : l'Antarctique perd approximativement 118 milliards de tonnes de glace par an ; le Groenland et l'Islande 281.



Toutes ces observations s'accompagnent d'impacts sur les systèmes naturels et humains. Parmi eux, citons d'abord la survenance rapprochée d'événements climatiques extrêmes, tels que vagues de chaleur, sécheresses, inondations, cyclones et incendies, lesquels sont susceptibles de perturber la fourniture en nourriture et en eau, de causer d'importants dommages aux infrastructures et installations, et de favoriser des risques sur la santé humaine.

Les écosystèmes naturels sont également très vulnérables : une évolution des zones de vie, des activités saisonnières, des mouvements migratoires, de l'abondance et des interactions a été observée chez de nombreuses espèces terrestres et aquatiques en réponse au changement climatique.

Un large consensus au sein de la communauté scientifique en fait le résultat de l'activité humaine depuis la seconde moitié du vingtième siècle.

Le dioxyde de carbone (CO₂) est le principal agent du réchauffement climatique. Ce gaz à effet de serre est émis par des voies naturelles telles que la respiration et les éruptions volcaniques.

Mais ce sont les activités humaines de combustion de carburants fossiles, de déforestation et d'exploitation des terres, soutenues par la croissance économique et démographique, qui ont principalement contribué à l'augmentation des émissions depuis l'époque préindustrielle.



Glacier Lagoon in Iceland

Environ la moitié des émissions humaines cumulées de CO₂ entre 1750 et 2011 ont eu lieu au cours des 40 dernières années. Elles ont même augmenté plus rapidement entre 2000 et 2010, à un rythme de 2,2% par an, qu'au cours de chacune des trois décennies précédentes, qui enregistraient alors une hausse de 1,3% par an.

La décennie 2000 - 2010 a ceci de paradoxal qu'elle a vu la mise en œuvre d'un nombre croissant de politiques visant à atténuer le changement climatique. De tels efforts, s'ils ont permis de réaliser des gains d'intensité énergétique du produit intérieur brut, n'ont pas réussi à surmonter les effets des croissances démographique et économique.

Le changement climatique, déjà en partie **irréversible**

La température en surface va augmenter au cours du XXI^{ème} siècle. L'interrogation qui demeure est : à quel point ? « Si les émissions de CO₂ suivent un scénario habituel, il y a 93% de chances pour que

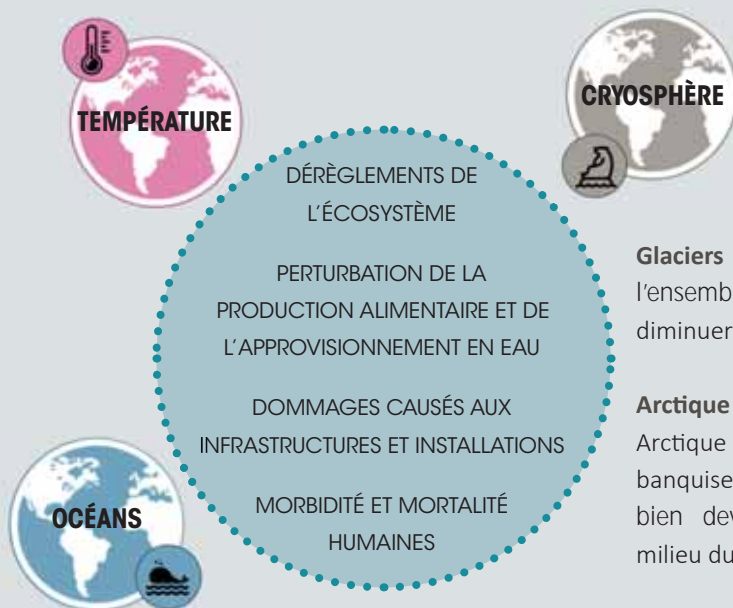
Répercussions attendues du réchauffement climatique

Vagues de chaleur : trois quarts de la population mondiale pourraient être exposés à des vagues de chaleur mortelles*

Les événements climatiques extrêmes vont se multiplier et s'intensifier**

Réchauffement des océans : la température des 100 premiers mètres des océans de la planète pourrait augmenter de 2 °C***

Élévation du niveau des océans : le niveau des mers du globe pourrait augmenter de 82 cm**



Sources : * Nature Climate Change, « Global risk of deadly heat », 2017

** GIEC, « Changements climatiques 2014 : rapport de synthèse »

*** Agence européenne pour l'environnement, « L'environnement en Europe – État et perspectives 2015 »

Chiffres basés sur des estimations d'ici à 2100.

le réchauffement climatique dépasse les 4°C d'ici à la fin de ce siècle » et se rapproche de 5°C, conclut une étude réalisée en 2017 par des chercheurs de Stanford. Une telle estimation est selon eux plus vraisemblable que la moyenne de +3,7°C prévue dans le scénario le plus pessimiste du GIEC¹.

Et ce n'est pas tout... En août 2018, dans un article paru dans la revue *Proceedings of the National Academy of Sciences* (PNAS), des scientifiques suggèrent qu'un réchauffement « d'à peine » 2°C par rapport à l'ère préindustrielle risque d'activer une suite de mécanismes successifs conduisant à libérer d'immenses quantités de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et précipitant, malgré les efforts de réduction entrepris, le réchauffement de la planète. C'est le scénario catastrophe d'une « Terre Étuve ».

Parmi les conséquences à prévoir dans tous les scénarios, citons l'augmentation de la fréquence et de la durée des vagues de chaleur dans les régions continentales, et des épisodes de précipitations extrêmes dans les continents des latitudes moyennes et dans les régions tropicales humides ; citons encore l'extension des régions soumises aux régimes de mousson et l'intensification de ces derniers ; les extrêmes froids, à l'inverse, seront moins nombreux.

En ce qui concerne les océans, ils vont continuer de se réchauffer et de s'acidifier, le niveau des mers de s'élever. Enfin la cryosphère sera durement affectée : la banquise de l'océan Arctique pourrait disparaître dès le mois de septembre avant le milieu du siècle. Quant aux glaciers, leur volume total va également diminuer, dans une mesure qui pourrait atteindre 85%.

Et il ne faut pas passer sous silence les conséquences économiques et sociales. De nombreux moteurs de la croissance seront durement affectés. Les événements météorologiques extrêmes, en détériorant les infrastructures et les réseaux de service public, occasionnent un coût déjà très important, qui continuera d'augmenter. Il en va de même pour les conséquences sanitaires, qui pèseront sur les dépenses de santé. Des effets particulièrement néfastes attendent le secteur agricole, qui verra ses rendements réduits, créant un risque majeur d'insécurité alimentaire.

1- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.





Sur le plan social, il est à prévoir que les changements climatiques précariseront les modes de vie des populations déjà fragiles, en moindre capacité financière et matérielle d'adaptation, accroissant de ce fait les inégalités, limitant les possibilités de développement et favorisant les déplacements de population.

Il est urgent d'entreprendre des actions pour **réduire** et **maîtriser les risques** climatiques

Les scénarios dans lesquels la hausse de la température terrestre est inférieure à 2°C par rapport à la période préindustrielle ne vont pas sans une modification sensible de nos habitudes de consommation et de notre régime alimentaire. Ils se caractérisent notamment par des émissions de gaz à effet de serre réduites de 40 à 70% d'ici 2050 par rapport aux niveaux de 2010, et ramenées à un niveau proche de zéro ou inférieur à zéro en 2100.

Or de telles stratégies d'atténuation, susceptibles de bouleverser les modèles économiques actuels d'exploitation des ressources, sont difficiles à mettre en œuvre, non seulement parce qu'elles exigent des changements à grande échelle, mais également parce que leur efficacité est subordonnée à une action concertée sur le plan international. Il semble en effet peu vraisemblable qu'un État prenne seul la décision de modifier en profondeur son économie, tant les industries nationales s'en trouveraient défavorisées. En l'absence d'une action collective d'ampleur mondiale, il est à prévoir que les États, sous la pression des différents secteurs d'activité, continueront de privilégier leurs intérêts économiques propres au détriment de l'intérêt environnemental général.

L'Accord de Paris,

étape décisive mais encore insuffisante de l'action climatique internationale

L'insistance grandissante des milieux scientifiques et associatifs sur la gravité du changement climatique en cours, la radicalité des transformations à opérer pour y faire face et l'urgence d'une telle réponse écologique, ont provoqué une réaction de la communauté internationale.

L'Accord de Paris, entré en vigueur le 4 novembre 2016, est historique. En poursuivant l'objectif ambitieux de contenir la hausse mondiale des températures à 2°C au-dessus des niveaux pré-industriels et de fournir les efforts destinés à réduire encore cette hausse à 1,5°C, il marque le premier engagement de la communauté internationale de limiter le réchauffement climatique sous un seuil chiffré. Il s'agit donc d'un instrument d'atténuation par la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Un accord international qui repose sur **l'effort national**

La réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre doit se faire par le biais des « contributions déterminées au niveau national » que les 197 États signataires prévoient de réaliser et qu'ils s'engagent à communiquer tous les cinq ans. L'Accord inclut un mécanisme de révision à la hausse, imposant que chaque contribution nationale successive « représente une progression » par rapport à la précédente et « corresponde au niveau d'ambition le plus élevé possible ».

L'Accord de Paris est par ailleurs différentiel : il tient compte des « responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives » des Parties, « eu égard aux différentes situations nationales ». Il stipule ainsi que « les pays développés devraient continuer de montrer la voie en assumant



Chefs d'État et de gouvernement présents à la Cop 21 le 30 novembre 2015. © Reuters

des objectifs de réduction des émissions en chiffres absolus à l'échelle de l'économie », tandis que les pays en développement, pour qui le plafonnement mondial des émissions de gaz à effet de serre « prendra davantage de temps », s'engagent dans un premier temps à « continuer d'accroître leurs efforts d'atténuation » avant d'être en mesure de fixer des objectifs de réduction absolus.

Enfin, un « bilan mondial » de la mise en œuvre de l'Accord sera fait périodiquement « afin d'évaluer les progrès collectifs accomplis ». Le premier aura lieu en 2023, et sera ensuite renouvelé tous les cinq ans.

Un accord peu **contraignant**

L'Accord de Paris, bien qu'ayant été applaudi comme un événement historique et hautement encourageant, a fait l'objet de plusieurs critiques. La première tient au manque de contrainte juridique s'exerçant effectivement sur les États signataires,

lesquels ne sont en effet soumis à aucune sanction pour manquement à leurs engagements. L'urgence du défi climatique aurait dû commander à la communauté internationale de pourvoir l'accord d'une valeur davantage incitative, ce que lui auraient sans doute conféré des dispositions coercitives.



Rappelons néanmoins que le dispositif prévu pour les contributions nationales est fondé sur la transparence, exposant l'État défaillant, ayant préalablement communiqué ses engagements, à la vindicte publique.

Reste que ces contributions nationales, si elles sont censées correspondre au « niveau d'ambition le plus élevé possible », sont soumises à la discrétion des États. En 2015 déjà, la Conférence des Parties ayant adopté l'Accord de Paris note dans le texte de sa déclaration finale que « les niveaux des émissions globales de gaz à effet de serre en 2025 et 2030 estimés sur la base des contributions prévues déterminées au niveau national ne sont pas compatibles avec des scénarios au moindre coût prévoyant une hausse de la température de 2°C ».

D'ailleurs, l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 1,5°C au-dessus des niveaux pré-industriels semble déjà impossible à tenir compte tenu de la hausse des températures actuellement observable.

Sa présence dans l'Accord, symbolique, répondait à la demande des pays les plus vulnérables, dangereusement exposés à une élévation du niveau des océans.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a pourtant pointé du doigt les dangers d'un réchauffement de 2°C. Dans un rapport publié en octobre 2018, il rappelle qu'un certain nombre de conséquences néfastes pour les populations humaines et les écosystèmes naturels pourraient être évitées en limitant le réchauffement climatique à 1,5°C¹.

Ce signal d'alarme n'a pourtant pas provoqué le sursaut espéré, à peine quelques semaines plus tard, lors de la COP 24 présidée par la Pologne. Si les États sont parvenus, au terme d'âpres négociations, à établir des règles d'application communes de l'Accord de Paris, uniformisant notamment la méthode de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre nationales, ils n'ont pas consenti à rehausser leurs engagements de réduction de ces émissions d'ici à 2020. Et ce, alors que le rapport du GIEC cité plus haut préconise une réduction de 45% d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2010 pour limiter le réchauffement à 1,5°C, ce qui implique des efforts immédiats et inédits de transition dans tous les domaines de l'activité humaine.

Une application en demi-teinte

D'autres points restent en suspens, reportés à la COP 25. Parmi eux figure la réforme des marchés d'émission de CO₂, prévue par l'Accord de Paris pour mettre un terme aux dysfonctionnements actuels et notamment à la double comptabilisation pratiquée par certains pays. Figure également l'aide financière que les pays développés, dans l'Accord de Paris, s'engagent à fournir aux pays en voie de développement pour leur action climatique. Si les Parties ont convenu d'un plancher de 100 milliards de dollars par an entre 2020 et 2025, il faut noter que ce montant ne figure pas dans l'Accord lui-même, mais dans la déclaration finale de la COP 21, ce qui atténue sa portée juridique.

1- Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C, octobre 2018.

Enfin, il est certain que la décision prise par les États-Unis en 2017 de retirer leur signature de l'Accord prive ce dernier de la contribution du plus gros pollueur de la planète (en termes de quantité de CO₂ émise par habitant). En établissant un précédent pour d'autres pays éventuellement tentés de ne rien entreprendre à l'encontre de ce qu'ils jugent être leur intérêt national, cette décision constitue une remise en cause profonde du multilatéralisme en matière environnementale.

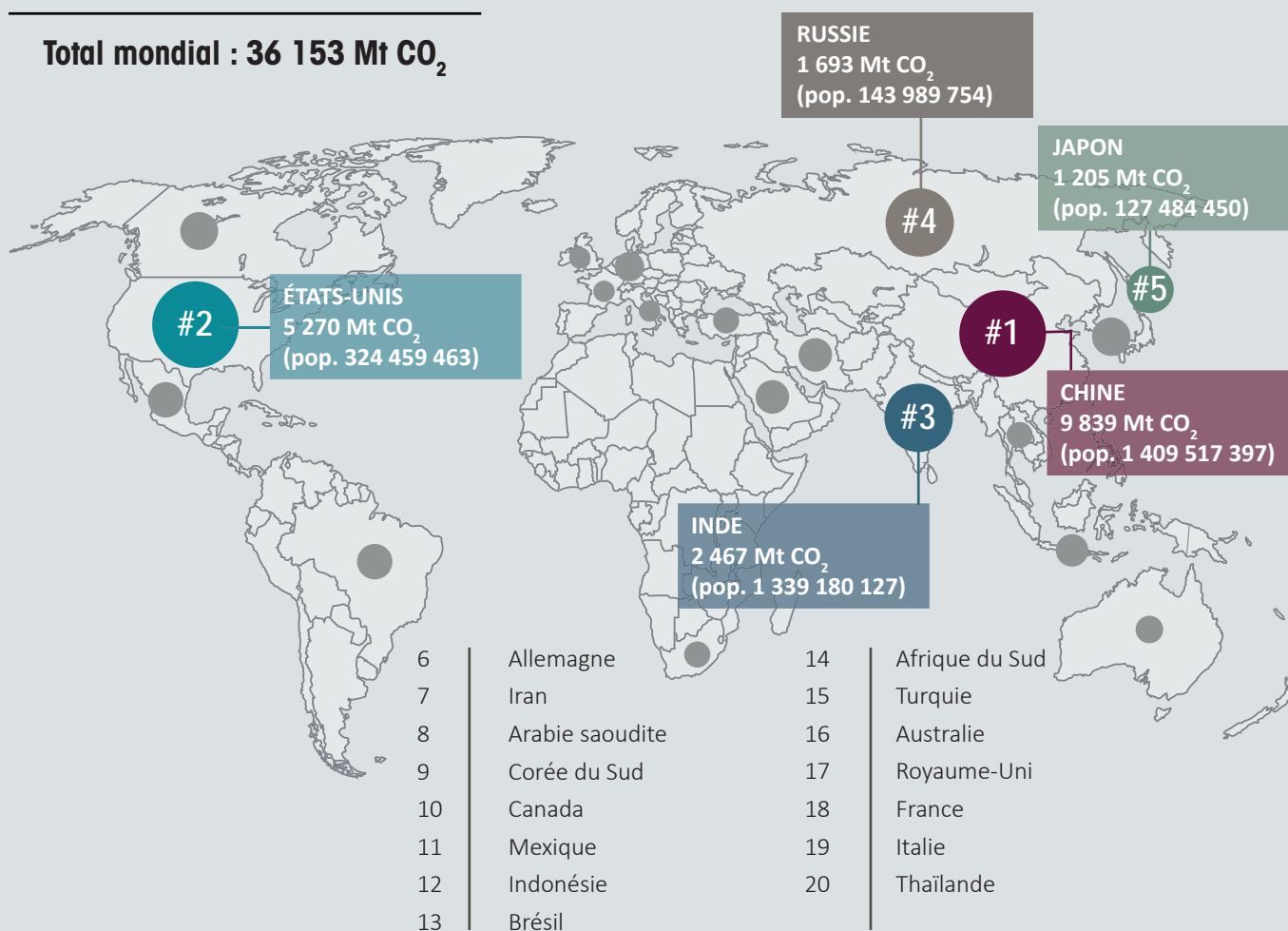
L'Accord de Paris demeure à ce jour l'expression la plus aboutie de l'engagement mondial en faveur d'une limitation du réchauffement climatique, et à ce titre marquera l'histoire de la coopération internationale en matière environnementale.

Il ne doit toutefois pas en signer la fin : alors que des doutes s'expriment de toutes parts sur la réalisation de l'objectif 2°C, l'action multilatérale des États est toujours à l'ordre de jour. L'Accord de Paris n'est jamais qu'un formidable outil - reste la volonté de ces derniers pour s'en servir. Quant aux entreprises, responsables de la majorité des émissions de gaz à effet de serre, elles seront au premier rang de sa mise en œuvre. Enfin, les initiatives citoyennes autour du climat doivent rassembler l'ensemble des populations et non les opposer.

Une problématique sans frontière

2017

Total mondial : 36 153 Mt CO₂



Source : Global Carbon Atlas



3/4 de la **population** exposées à des vagues de **chaleur mortelles**²

Racetrack in Death Valley National Park, California-USA

2 - à partir de la seconde moitié du 21^{ème} siècle - Nature Climate Change, « Global risk of deadly heat », 2017



Le niveau des **mers du globe** pourrait augmenter de **82 cm** d'ici 2100³

Fakarava, Tuamotu Archipelago, French Polynesia

3 - GIEC, « Changements climatiques 2014 : rapport de synthèse »



L'ensemble des **glaciers** pourrait **diminuer de 85%** d'ici 2100⁴

Glaciers study, climate change, ice melting. Franz Joseph Land, Rudolf island

4 - GIEC, « Changements climatiques 2014 : rapport de synthèse »

La mesure de la **performance** **environnementale** des entreprises, la mission de notre partenaire



Les entreprises, responsables de près de 70 % des émissions mondiales de CO₂, sont exposées à des risques d'ordre climatique qui affecteront leurs valorisations financières. Ces risques sont liés à la fois aux impacts physiques du changement climatique et à la transition vers une économie à plus faibles émissions carbone.

Pour identifier et atténuer les effets financiers potentiels du changement climatique, les investisseurs ont besoin d'un plus grand nombre d'informations et d'indicateurs environnementaux sur les entreprises. Pionnier dans la déclaration des émissions carbone et principale initiative conforme aux recommandations établies par la TCFD¹ en matière de déclaration des données environnementales, le CDP aide les investisseurs à cet égard.

CPR AM a signé un partenariat exclusif avec le CDP en vue de proposer à ses clients une solution avancée pour la gestion des risques liés au climat.

Le CDP a développé la plus **grande base** de données **environnementales**

Le CDP (anciennement Carbon Disclosure Projet) est une organisation à but non lucratif, spécialisée dans la mesure de la performance environnementale des émetteurs, que ce soit des entreprises, des villes ou des régions. Fondé en 2000, le CDP a pour ambition de faire de l'information environnementale et de la gestion des risques une nouvelle norme d'entreprise. Pour cela, elle met à leur disposition une plateforme unique afin que les émetteurs déclarent leurs impacts dans trois domaines : le climat, l'eau et la déforestation.



Boxwood Forest. Rize - Turkey

Au nom d'investisseurs institutionnels signataires, le CDP demande chaque année aux plus grandes entreprises et à celles identifiées comme les plus gros pollueurs de la planète de fournir des renseignements sur la manière dont elles gèrent les risques liés au climat, notamment leurs émissions de CO₂. Il traduit ensuite ces données en analyse détaillée des risques, opportunités et impacts environnementaux décisifs. En 2018, plus de 650 investisseurs représentant 87 000 milliards de dollars d'actifs sont signataires.

Lorsque le CDP a lancé le concept de la déclaration environnementale en 2002, seuls 35 investisseurs étaient signataires et 245 entreprises ont répondu. Au cours des 15 dernières années, le CDP a créé un engagement inédit sur les questions environnementales. En 2018, plus de 7 000 entreprises représentant plus de 50 % de la capitalisation boursière mondiale ont déclaré leurs données environnementales par le biais du CDP.

Le CDP a été nommé meilleur institut de recherche sur le climat en 2015, 2016 et 2017 (Extel IRRI) et son

rapport Sector Research Series a été désigné comme le rapport de recherche le plus innovant en 2016. Le CDP est également le cofondateur de l'initiative Science-based Targets (SBT), en partenariat avec le WRI, le WWF, le Pacte mondial des Nations unies et le regroupement d'entreprises We Mean Business. Cette initiative établit des méthodologies permettant aux entreprises de définir des objectifs ambitieux conformes au niveau de décarbonisation requis pour limiter le réchauffement climatique à moins de 2 °C (cf encadré page 15).



Une approche sectorielle et une **mise en conformité** aux recommandations de la TCFD depuis 2018

L'évaluation est un élément important de la mission du CDP, encourageant les entreprises à déclarer leurs impacts sur l'environnement et sur les ressources naturelles et à prendre des mesures pour en réduire les effets négatifs.

En 2018, le CDP a amélioré ses questionnaires pour adopter une approche sectorielle et s'aligner sur les recommandations de la TCFD¹. La Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD) obtient un soutien croissant et 513 entreprises adhèrent désormais à ses recommandations.

Selon cette nouvelle approche, le questionnaire sur le changement climatique comporte des questions générales ainsi que des questions propres aux activités des secteurs à fort impact. En 2018, environ 150 questions étaient réparties dans 14 modules : Gouvernance, Stratégie/Gestion des risques de l'entreprise, Objectifs et Performance, Indicateurs (émissions, énergie, autre, etc.), Tarification du carbone, Engagement, Gestion des terres...

Par le biais de la plateforme, les 7 000 entreprises qui ont répondu en 2018 ont mis en conformité leurs déclarations au regard des recommandations de la TCFD. Les premières analyses révèlent que 72 % des entreprises ont été en mesure de répondre à au moins 21 des 25 nouvelles questions liées à la mise en conformité TCFD grâce au CDP.

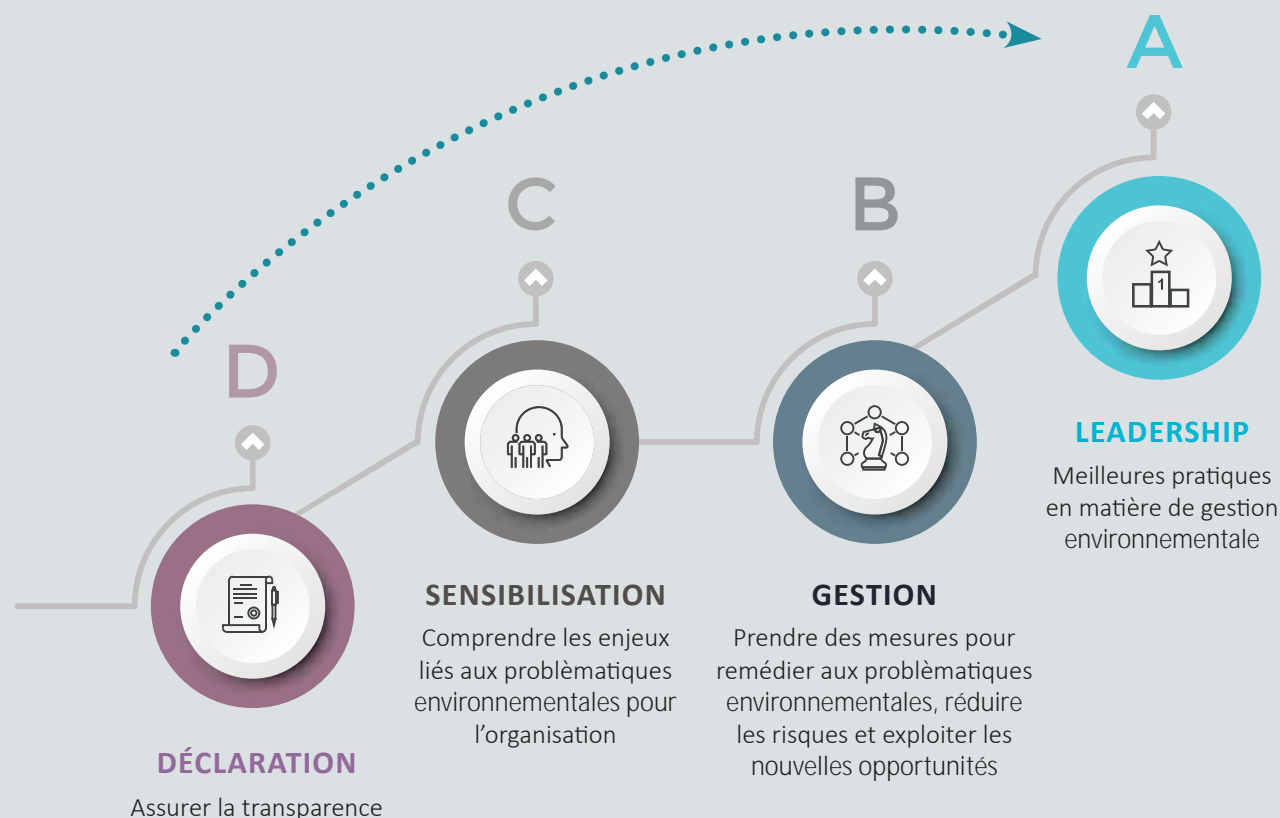
L'évaluation du CDP : les **étapes à suivre** pour une **bonne gestion** environnementale

A partir des réponses fournies dans le questionnaire du CDP, une méthodologie de notation par paliers permet d'évaluer la performance environnementale d'une entreprise. Le CDP attribue ainsi une note comprise entre A et D (A étant accordé aux entreprises ayant les meilleures pratiques). Au-delà de la mesure et de la quantification environnementale, l'évaluation porte sur la façon dont les entreprises évaluent un large éventail de risques et d'impacts liés au changement climatique puis mettent en place une politique, une stratégie et une gouvernance afin de les gérer.

1- La TCFD (Task Force on Climate-related Financial Disclosures) est un groupe de travail nommé par le Financial Security Board (FSB) en décembre 2015. Présidé par Michael Bloomberg, il est composé de 32 membres issus du secteur financier et non-financier (gestionnaires d'actifs, fonds de pension, groupes privés, entreprises d'audit et de consulting, agences de notation) et a été créé afin de développer des recommandations sur la manière de reporter et publier les risques et opportunités liés au changement climatique.

En raison de la nécessité de représenter différents niveaux de maturité et permettre à la méthodologie de suivre le rythme du développement des meilleures pratiques en matière de gestion environnementale, le CDP évalue le questionnaire selon quatre niveaux consécutifs :

L'évaluation du CDP : 4 étapes vers une gestion environnementale optimale



L'accent est mis différemment sur chaque niveau : l'exhaustivité au niveau de la **Déclaration**, les connaissances de base au niveau de la **Sensibilisation**, l'action au niveau de la **Gestion** environnementale et l'identification des meilleures pratiques au niveau du **Leadership**.

L'entreprise doit obtenir une note minimale de 80 % et/ou présenter un nombre minimal d'indicateurs à un niveau pour pouvoir être évaluée au niveau suivant. Si elle n'atteint pas la note minimale, l'entreprise ne sera pas évaluée au niveau suivant. Les quatre niveaux représentent les étapes à suivre par les entreprises pour une bonne gestion environnementale. Très sélective, l'évaluation est à la fois indépendante et influente. Soumise à des contrôles qualité rigoureux, elle est menée par des organisations partenaires formées par le CDP.

Le CDP, **fournisseur** de données environnementales de **référence** sur le marché

La base de données constituée par le CDP est le plus grand recueil mondial d'informations sur les risques liés au changement climatique, à l'eau et aux forêts, faisant de la plateforme l'une des sources d'information les plus riches sur le rôle des entreprises dans le changement climatique. L'approche sectorielle, les indicateurs prospectifs et la notation permettent aux investisseurs de prendre des engagements stratégiques et des décisions d'allocation en portefeuille.

Quant aux entreprises répondantes, cela leur permet d'avoir des points de référence et de se comparer à leurs pairs.

Ainsi, le CDP fournit aux entreprises et aux investisseurs des données comparables et pertinentes pour impulser des progrès plus substantiels.

Le CDP fournit les données environnementales utilisées par le marché en alimentant les entreprises et organisations qui fournissent elles-mêmes des résultats de recherche, analyses, données, indices et autres notes.

Par ailleurs, les données du CDP sont déjà utilisées par de nouvelles familles d'indices financiers comme par exemple les indices bas carbone STOXX et l'indice bas carbone du fonds de retraite New York State Common Retirement Fund. Elles permettent aux acteurs des marchés de limiter leur exposition au risque carbone dans le cadre d'une gestion indiciaire.

CPR AM est le 1^{er} asset manager à proposer une solution d'investissement gérée activement qui s'appuie sur les scores du CDP et les SBT.

CDP et CPR AM sont fiers de lancer ainsi une solution qui combine l'utilisation de données de performances environnementales pertinentes et riches avec un processus d'investissement financier et extra-financier exigeant et de conviction.

En décembre 2018, CPR AM est aussi devenu le premier asset manager à utiliser une licence Climetrics pour la promotion de ses fonds. Développé par le CDP et ISS-climate, Climetrics offre aux investisseurs une évaluation globale des risques et opportunités liés au climat d'un fonds. La notation indépendante leur permet ainsi d'évaluer l'impact à long terme de leurs investissements et de s'assurer qu'ils sont bien positionnés dans la transition vers une économie bas-carbone.

À propos des Science-based Targets

(SBT - Objectifs alignés sur la science)

Les SBT reposent sur une évaluation scientifique objective de ce qui est nécessaire, et non de ce qui est réalisable par une seule entreprise. Les objectifs (Targets) sont considérés comme étant « alignés avec la science » s'ils visent un niveau de décarbonisation suffisant pour maintenir la hausse de la température moyenne mondiale en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels.

Les entreprises adoptent de plus en plus les SBT : au 31 décembre 2018, 505 entreprises ont soumis un objectif « aligné avec la science » (contre 326 en décembre 2017) et 163 d'entre elles ont obtenu la validation de leur objectif (contre 84 en décembre 2017).



Sydney, NSW, Australia - January 19, 2017: Green skyscraper building, urban environment concept, central park.

CPR Invest - Climate Action

Investir c'est aussi **agir**,

finançons ensemble la transition
écologique

En tant que société de gestion, CPR AM a un rôle central dans le financement des entreprises. Il est de notre responsabilité d'intégrer les enjeux climatiques dans notre analyse des entreprises dès aujourd'hui afin de réduire les risques financiers de demain liés au climat.

Pour cela, CPR AM a lancé le 7 décembre 2018 un nouveau fonds en actions internationales, CPR Invest - Climate Action en partenariat avec le CDP.

Gérer le risque climat, une **responsabilité fiduciaire**

Les conséquences du changement climatique d'ores et déjà visibles pour l'environnement, la vie humaine, le monde animal et la biodiversité sont aussi économiques. Entre 1998 et 2017, les pertes économiques liées au réchauffement de la planète s'élèvent à 2 908 milliards de dollars soit une augmentation de 251% par rapport aux 20 années précédentes¹.

Et des conséquences demain financières. Nous considérons que la prise en compte des enjeux climatiques par les entreprises est crucial pour leur rentabilité et que le risque climatique n'est aujourd'hui pas intégré dans leur valorisation boursière.

Climate Action a pour objectif de réduire le risque climatique de nos investissements pour nos clients en accompagnant les entreprises engagées dans un processus de transition environnementale.

Le CDP, en tant qu'ONG disposant de la plus grande base de données sur les enjeux climatiques et soutenue par les plus grands investisseurs institutionnels à travers le monde, est le partenaire de choix pour gérer le risque climat du fonds.

CPR Invest - Climate Action est un fonds actions internationales. Par comparaison à l'approche traditionnelle de gestion thématique chez CPR AM, l'univers d'investissements intègre les entreprises les mieux engagées dans un processus de transition énergétique et écologique, quel que soit leur secteur d'activité. Nous considérons en effet que tous les acteurs économiques doivent agir pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et inverser le mix énergétique vers une décarbonisation de la consommation d'énergie.

1- Rapport du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes UNISDR, Economic losses, poverty & disasters 1998 – 2017.





Méthodologie d'investissement **responsable et robuste**

Pour cela nous nous appuyons sur la méthodologie et les notes fournies par le CDP auxquelles s'ajoute notre approche responsable thématique :

1/ la sélection des entreprises les plus avancées (A et B sur une échelle de A à D) selon la notation du CDP (cf article précédent), considérées ainsi comme celles présentant le risque climatique le plus faible ;

2/ l'exclusion des plus mauvais comportements Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (E, S, G) d'après les notations de notre bureau d'analyse extra-financière : sur la note globale (moyenne des composantes E, S et G), sur les composantes E et G et enfin sur l'ensemble des critères environnementaux ;

3/ un filtre sur les controverses ESG les plus élevées.

Nous réintégrons par ailleurs les entreprises qui se fixent des objectifs « Science Based » via le SBT² si et seulement si leur notation par le CDP est supérieure ou égale à C.

Une gestion active dans un univers au profil de **risque climatique réduit**

Notre univers éligible se compose d'environ 700 valeurs. Le processus d'investissement classique est ensuite appliqué avec une double analyse quantitative qui permet de réduire l'analyse fondamentale à 150 valeurs. Le portefeuille final se compose alors de 60 à 80 entreprises présentant ainsi les meilleurs profils financiers, climatiques et extra-financiers.

Le portefeuille est actuellement composé d'environ 70 valeurs. Il est le reflet des dynamiques régionales sur les enjeux climatiques et des convictions sectorielles et géographiques de l'équipe de gestion. Les valeurs européennes et japonaises sont ainsi surpondérées et les valeurs américaines sous-pondérées alors qu'aucun biais sectoriel n'apparaît aujourd'hui.

La transparence au service de **notre engagement**

Un reporting spécifique sera mis à disposition afin de suivre en détail la construction de l'univers éligible (suivi des exclusions par filtre) et les données « carbone » sur le portefeuille (émissions et réserves carbone, contributions géographique et sectorielle des émissions, expositions charbon et technologie verte...).

Par ailleurs, nous travaillons activement sur les données liées à la trajectoire 2°C des entreprises afin d'offrir une comparaison du portefeuille par rapport à son indice et ainsi délivrer une indication forte sur les investissements de nos clients.

Enfin, une part Early Bird est dédiée aux 1^{ers} investisseurs qui souhaiteraient accompagner le lancement du fonds au cours de sa 1^{ère} année (ou dans la limite d'un encours de 100 millions d'euros sur le fonds).

Parce que nous avons tous un rôle à jouer

UN UNIVERS ACTIONS INTERNATIONALES TOUS SECTEURS ET PAYS

Aucune exclusion *a priori* afin d'encourager les principaux émetteurs de CO₂ à modifier leurs pratiques.

**GÉRER LE RISQUE
CLIMATIQUE :**
pour la planète
et les investisseurs

AVEC UN TRIPLE FILTRE DURABLE

Notes CDP
et SBT

Notes ESG

Controverses

Caractéristiques du fonds : parts E, I et A

CLASSES D'ACTIONS	E - Acc LU1902444154	I - Acc LU1902443933	A - Acc LU1902443420
Type d'investisseurs	Investisseurs institutionnels « early bird » qui sont les premiers souscripteurs à la création du fonds jusqu'à l'atteinte d'un encours de 100 millions €, et pendant une période d'un an après le lancement.	Investisseurs institutionnels	Tout investisseur
Montant min. de souscription initiale	100 000€		1 fraction d'action
Commission max. de souscription	5,00%		
Commission max. de rachat	Néant		
Frais max. de gestion TTC par an	0,50%	0,70%	1,40%
Frais administratifs max. par an	0,30%		
Commission de surperformance TTC*	15 % TTC de la surperformance au-delà de celle de l'actif de référence sur un an, dans la limite de 2 % de l'actif net. Période de calcul : 1 ^{er} janvier - 31 décembre		

RISQUES	
Risque de perte de capital	OUI
Risque actions	OUI (y.c. pays émergents et petites capitalisations)
Risque de change	OUI (y.c. pays émergents)
Risque de contrepartie	OUI
Risque de liquidité	OUI



Informations synthétiques devant être complétées par la consultation des documents légaux de l'OPC. Toute souscription dans un OPC se fait sur la base de son document d'informations.

* Une explication détaillée des frais de surperformance ou frais variable est disponible dans le DICI et le prospectus du FCP disponibles auprès de CPR AM sur simple demande ou sur le site Internet www.cpr-am.fr. Il est recommandé de se référer au DICI ou au prospectus du FCP pour une meilleure compréhension de l'ensemble des frais appliqués au compartiment. ** Le SRRI correspond au profil de risque et de rendement présent dans le Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DICI). La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ». Il n'est pas garanti et pourra évoluer dans le temps.

Cette BROCHURE
est en **PIERRE**

Recyclable à 100 %
et de manière **illimitée**,

là où le papier classique n'est recyclable que trois fois maximum. D'origine minérale avec des caractéristiques environnementales uniques et une certification Cradle to Cradle® depuis 2012¹. Il est composé de 80 % de pierre (Carbonate de calcium) et de 20 % de résine recyclée².

1 - Certification valorisant la composition (sans eau - ni bois - ni chlore), le processus de fabrication (réduit en émission de gaz à effet de serre) et le cycle de vie (composés recyclés et recyclables), en garantissant sa non toxicité.

2 - PEHD, utilisé dans l'industrie agroalimentaire car il ne transmet pas de substances chimiques aux produits consommables et ne dégage pas de gaz toxique s'il est incinéré.

100% RECYCLABLE

0% BOIS

0% EAU

MOINS DE CO₂

0% PRODUITS CHIMIQUES

ÉCO CIRCULAIRE



cpr-am.com | [@CPR_AM](https://twitter.com/CPR_AM) | [in cpr-asset-management](https://www.linkedin.com/company/cpr-asset-management)

Ce document promotionnel est uniquement destiné à l'attention des investisseurs institutionnels et distributeurs, professionnels, qualifiés ou sophistiqués. Il ne doit pas être distribué au grand public, aux clients privés ou à des investisseurs non professionnels dans quelque juridiction que ce soit, ni aux «US Persons» (résidents ou citoyens des Etats-Unis d'Amérique).

En outre, tout investisseur doit, dans l'Union Européenne, être un investisseur «Professionnel» au sens de la directive 2004/39 / CE du 21 Avril 2004 relative aux marchés d'instruments financiers («MIF») ou, le cas échéant au sens de chaque réglementation locale et, dans la mesure où l'offre en Suisse est concernée, les «investisseurs qualifiés» au sens des dispositions de la loi fédérale du 23 Juin 2006 (LPCC) sur les placements collectif de capitaux, l'ordonnance du 22 Novembre 2006 (CISO) et la circulaire FINMA 2013 sur la distribution de placements collectifs de capitaux. En aucun cas, ce document ne peut être distribué dans l'Union Européenne à des investisseurs non «professionnels» au sens de la MIF ou au sens de chaque réglementation locale, ou en Suisse à des investisseurs qui ne sont pas conformes à la définition d'«investisseurs qualifiés» au sens de la loi et de la réglementation applicable.

Ce document non contractuel synthétique contient des informations sur les compartiments de CPR INVEST (le «Produit»), un organisme de placement collectif en valeurs mobilières constitué en vertu de la partie I de la loi luxembourgeoise du 17 Décembre 2010, organisé comme une société d'investissement à capital variable (SICAV), agréé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) et enregistré auprès du Registre des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-189.795. La SICAV a son siège social au 5, Allée Scheffer, L- 2520 Luxembourg. CPR INVEST est gérée par CPR Asset Management.

Rédaction achevée : Janvier 2019

Design & conception : Karine Matteotti - Marketing & Communication CPR AM

Crédit Photo Shutterstock®



CPR Asset Management, société de gestion de portefeuilles, agréée AMF sous le n° GP 01-056 en date du 21 décembre 2001 (Autorité des Marchés Financiers - 17, place de la Bourse - 75082 PARIS CEDEX 02), SA au capital de 53 445 705 euros – 399 392 141 RCS, 90, boulevard Pasteur - 75015 Paris.
Tel : 01 53 15 70 00 / Fax : 01 53 15 70 70